30 janvier 2026
Tribunal des activités économiques de Paris
RG n° 2026003487

Chambre 2-6

Texte de la **décision**

Entête

1DE/06/52/41/99

LRAR: -M. [B] [O] Copies : -TPG -SELAFA MJA en la personne de Me Frédérique Lévy -Parquet

R.G. : 2026003487 P.C. : P202600441

REPUBLIQUE FRANCAISE AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS TRIBUNAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE PARIS Jugement prononcé le 30/01/2026 Chambre 2-6

LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIEE SUR DECLARATION DE CESSATION DES PAIEMENTS

SAS SIEL, dont le siège social est [Adresse 1] (RCS [Localité 1] 397 514 803), prise en la personne de son président M. [B] [O] demeurant [Adresse 1], absent, lui-même représenté par Me [P] [T], avocat (D1106), présent.

Exposé du litige

FAITS ET PROCEDURE

L'entreprise débitrice a déposé le 15/01/2026 au greffe de ce tribunal une déclaration de cessation des paiements, aux fins d'une ouverture de liquidation judiciaire. La compétence du tribunal des activités économiques est déterminée par l'article 26 de la loi n°2023-1059 du 20 novembre 2023 : il connaît des demandes d'ouverture de procédures collectives quel que soit le statut et l'activité de la personne physique ou morale, à l'exception des professions réglementées du droit.

La SAS SIEL est inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 397514803 et exerce une activité d'achat de vente et de distribution de produits sous la forme de société par actions simplifiée. Le siège social est situé au [Adresse 1].

Le représentant légal de la société, le représentant des salariés, les représentants du comité social et économique ont

été invités à se présenter en chambre du conseil le 30/01/2026.

Le vice-procureur de la République a été avisé de la date de l'audience.

Motivation

SUR CE :

Il résulte des pièces produites et des informations recueillies en chambre du conseil que :
* la SAS SIEL n'emploie aucun salarié.
* son chiffre d'affaires annuel est inexistant.
* le passif s'élève à 4 753 510 euros exigibles en totalité, au regard d'un actif nul.
* le débiteur est représenté par son conseil et la liquidation judiciaire est sollicitée dans la déclaration de cessation des paiements.
* l'actif du débiteur ne comprend pas de bien immobilier.

L'entreprise est manifestement dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible, se trouve en conséquence en état de cessation des paiements. Un redressement ne peut être envisagé pour le motif suivant :
* la société n'a plus d'activité.

Mme [D] [L], substitut du procureur de la République, en ses réquisitions écrites, s'est déclarée favorable à l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire.

Il conviendra dans ces conditions d'ouvrir une procédure de liquidation judiciaire simplifiée conformément aux dispositions de l'article L.641-2 du code de commerce et de dire n'y avoir lieu à nomination d'un commissaire de justice en l'absence de tout actif à inventorier.

Dispositif

PAR CES MOTIFS

public,

Statuant par jugement contradictoire en premier ressort,

Ouvre une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la :

SAS SIEL

[Adresse 1]

Activité : L'achat, la vente, l'importation, l'exploitation, le courtage, la représentation, la distribution par tous moyens de tous produits et marchandises y compris alimentaire, marchands de biens.

N° du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris : 397514803

Nomme M. Laurent Levesque, juge-commissaire.

Désigne la SELAFA MJA en la personne de Me [Z] [A], [Adresse 2], mandataire judiciaire liquidateur.

Dit n'y avoir lieu à nomination d'un commissaire de justice.

Fixe la date de cessation des paiements au 31/12/2025 qui correspond à la date de cessation d'activité.

Invite le comité d'entreprise ou à défaut les délégués du personnel ou les salariés s'il en existe à désigner au sein de l'entreprise un représentant dans les conditions prévues par les articles L.621-4 et L.621-6 du code de commerce à communiquer le nom et l'adresse de ce représentant au greffe.

Fixe à 6 mois le délai au terme duquel la clôture de cette procédure devra être examinée en application de l'article L.644-5 du code de commerce.

Fixe le délai de déclaration des créances imparti aux créanciers à deux mois à compter de la publication au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales du présent jugement.

Fixe le délai de dépôt de la liste des créances par le mandataire à 4 mois à compter du terme imparti aux créanciers pour déclarer leurs créances.

Dit que le présent jugement est exécutoire de plein droit.

Dit que les dépens seront portés en frais privilégiés de procédure collective.

Retenu à l'audience de la chambre du conseil du 30/01/2026 où siégeaient :

Mme Pénélope de Wulf, juge présidant l'audience, M. Laurent Levesque, président, M. Arnaud de Contades, juge,

Délibéré par les mêmes juges et prononcé à l'audience publique où siégeaient M. Pierre Jarrossay, juge présidant l'audience, M. Guillaume Simon, président, M. Laurent Levesque, président, assistés de Mme Monna Lisa Costantini, greffier.

La minute du jugement est signée par Mme Pénélope de Wulf, président du délibéré, et par Mme Monna Lisa Costantini, greffier.